

Ministère de l'Équipement des transports du logement du tourisme et de la mer

Direction de l'Établissement national des invalides de la marine

Sous direction des affaires juridiques

**Circulaire n° 28-2003 du 01 décembre 2003**

**Affiliation des pêcheurs à pied au régime spécial de sécurité sociale des marins.**

Référence(s) :            décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;  
                                  arrêté du 11 juin 2001 déterminant les conditions de délivrance du permis à pied professionnelle ;  
                                  circulaire DPMA/SDPM/RRAI 2035 du 11 septembre 2001 relative à l'application du décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel.

Annexe(s) :                Règles relatives au recouvrement de positions et de services

La question de l'affiliation des marins pêcheurs à pied professionnels au régime spécial de sécurité sociale est ancienne et récurrente ; la présente circulaire a pour objet de fixer la doctrine en la matière et de répondre aux demandes instantes des services comme des professionnels.

1.- Position du problème :

1.1.- La pêche à pied s'effectue sans le support d'un navire doté d'un rôle d'équipage. Elle s'assimile à l'exploitation d'établissements de conchyliculture, que le code rural fait relever du régime agricole, sauf lorsque ceux qui la pratiquent relèvent du régime social des marins (article L. 722-1 du code rural).

Détermination du régime d'affiliation des pêcheurs à pied :

1.2.- Quatre catégories pratiquent la pêche à pied :

a) des professionnels qui ne se consacrent, de manière intermittente ou non, qu'à cette activité, ou la partagent avec une autre activité non maritime ou non agricole ; ils relèvent du régime agricole, par assimilation à l'activité conchylicole, de nature agricole sauf l'exception susvisée (application du code rural), dont découlent les points ci-dessous.

b) des marins propriétaires embarqués qui, tout en restant au rôle de leur navire, débarquent physiquement et ponctuellement pour pêcher à pied ; Ils sont rattachés au régime de sécurité sociale des marins, qui correspond à leur situation principale.

c) des marins salariés qui, débarqués de leur navire habituel et en dehors de l'activité prévue par le contrat de travail qui les lie à leur employeur, pratiquent également la pêche à pied de manière occasionnelle ou saisonnière.

Ces derniers exercent une activité momentanée de travailleurs indépendants, sans le support d'un navire et non strictement caractéristique de la profession de marin. Cela étant, la pêche à pied ne constituant qu'une activité accessoire à leur activité proprement maritime, et compte tenu de l'environnement juridique particulier à la pêche à pied, les intéressés sont maintenus au régime des marins.

d) des marins pensionnés sur la caisse de retraites des marins ; dès lors qu'ils sont pensionnés assurés sociaux, ils relèvent du régime des marins du fait de l'activité de pêche à pied et se voient appliquer les dispositions réglant la poursuite d'activité des pensionnés, y compris celles ayant trait au cumul entre une pension et une activité procurant un revenu. Il y a cependant lieu de noter que le principe du forfait prévu par l'article L. 45 du code des pensions de retraite des marins mais réservé à la navigation à la pêche côtière pratiquée sur des navires d'une longueur de moins de 8 mètres hors tout ne s'applique évidemment pas à la pêche à pied.

Les professionnels visés en a) ci-dessus relèvent de la MSA, tandis que ceux définis aux points b), c) et d) doivent être affiliés au régime spécial de sécurité sociale des marins. La clarification ainsi apportée par la présente circulaire met donc fin à tout mécanisme d'option entre la MSA et l'ENIM.

2.- Les procédures applicables aux marins pratiquant la pêche à pied :

Les procédures de signalement et d'enregistrement des services, d'assiette et d'appel des cotisations et contributions connaissent les particularités suivantes :

2.1.- Procédure de signalement et d'enregistrement des services :

Les marins propriétaires embarqués comme les marins salariés qui pratiquent la pêche à pied devront signaler l'exercice de cette activité à leur quartier de rattachement.

Les marins salariés ne seront cependant pas identifiés spécifiquement, leur numéro d'identification « marin » tenant lieu de numéro « armateur ».

Les marins pratiquant la pêche à pied sont des marins professionnels, « artisans » ou salariés qui possèdent déjà un identifiant personnel. Cet identifiant sera utilisé tant pour l'émission des titres de perception (numéro débiteur) que pour l'enregistrement des services de pêches à pied au fichier des services (numéro employeur).

Les services accomplis en pêche à pied seront gérés par certificat de service émis par le quartier de rattachement, sous les codes position 78 et fonction QU07A (pêcheur à pied).

2.2.- Catégorie de classement :

La catégorie de classement de base à retenir, à titre transitoire, est la 3ème - classement du matelot-patron -, ce qui semble correspondre aussi bien au niveau de l'activité qu'aux capacités contributives des intéressés.

Le décret n° 52-540 du 7 mai 1952 modifié relatif au salaire forfaitaire servant de base au calcul des cotisations des marins et des contributions des armateurs au profit des caisses de l'établissement national des invalides de la marine sera modifié pour introduire cette fonction dans le classement catégoriel.

Les périodes d'exercice de la pêche à pied s'intègrent dans celles qui donnent lieu au surclassement prévu par les décrets n° 68-902 du 7 octobre 1968 et n° 76-157 du 13 février 1976.

2.3.- Congés et recouvrement de services :

Les services validés au titre de la pêche à pied engendrent, à l'instar des services accomplis par des marins embarqués comme « artisans » (travailleurs indépendants), un droit à congé qui ne peut se traduire que par des congés pris.

Le recouvrement entre un congé résultant d'une période d'embarquement et une période de pêche à pied est admis. Il en va de même entre le congé résultant d'une période de pêche à pied et une période d'embarquement.

Les règles relatives au recouvrement de positions et de services sont décrites dans l'annexe ad hoc à la présente circulaire.

Pour les marins ordinairement propriétaires embarqués, il ne peut y avoir confusion entre l'interruption de la navigation pour les besoins de la gestion de son entreprise, telle que définie à l'article 15 de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines et les périodes de pêche à pied. Ces dernières n'entrent pas non plus dans la base de calcul de la période d'interruption de la navigation pour les besoins de la gestion de l'entreprise.

2.4.- Appel des cotisations et contributions et recouvrement des charges sociales :

Un titre de recettes sera émis pour chaque période couverte par un certificat de services, faisant apparaître explicitement le motif de l'émission (« pêche à pied »). En l'absence de navire, l'Etablissement ne dispose pas de garantie particulière pour le recouvrement de ses créances. Les intéressés devront donc être avisés qu'en l'absence de paiement des titres en cause, les services correspondants ne pourront être pris en compte pour pension.

De surcroît, lorsque le permis de pêche à pied ou la licence arrive à échéance, les directions départementales concernées vérifient auprès de l'agence comptable si des dettes demeurent à l'égard de

l'ENIM du fait de la pêche à pied. Il leur est instamment demandé d'insister auprès des intéressés sur la nécessité d'apurer ces dettes.

#### 2.5.- Assiette des prestations et des pensions :

Les indemnités journalières ou des rentes servies à la suite d'une maladie ou d'un accident survenus pendant la période d'exercice de la pêche à pied sont liquidées sur le même niveau catégoriel que les cotisations.

Les périodes cotisées à la caisse de retraite des marins sont prises en compte pour pension comme tout service, pour l'ouverture des droits comme pour la fixation du niveau catégoriel ; sur ce dernier plan, elles entrent bien évidemment dans le calcul de la catégorie moyenne des 36 derniers mois ou des cinq meilleures années.

Le Directeur de l'Etablissement national des invalides de la marine  
Bernard SCEMAMA

### ANNEXE 1

#### Règles relatives au recouvrement de positions et de services

Les différentes situations admises pour les pêcheurs à pied sont les suivantes :

- activité de pêche à pied 78
- congé sur service à terre 68
- accident de travail pêche à pied 40

#### Recouvrements de positions :

Le recouvrement entre une activité de pêche à pied et un embarquement (00, 05, 07, 11), un pré ou post-armement (22), une conduite (75) est proscrit.

Le recouvrement entre une activité de pêche à pied et une indemnité accident (13 ou 40), une indemnité maladie (14, 41, 42), une indemnité maternité (43) ou une indemnité paternité (93) est interdit.

Le recouvrement entre un congé pris (57) et un congé de service à terre (68) est proscrit.

Le recouvrement entre une activité de pêche à pied et une position validée d'office (76), une formation professionnelle (77) ou une autre position à terre validée sur décision (76 autre que pêche à pied) est proscrite.